



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de la défense nationale

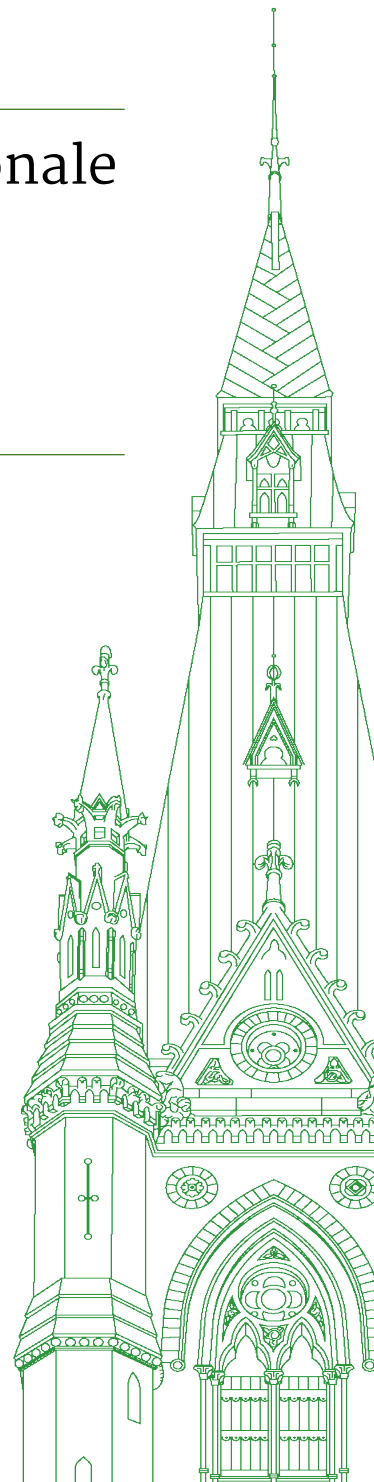
TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 018

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le mardi 9 décembre 2025

Président : Charles Sousa



Comité permanent de la défense nationale

Le mardi 9 décembre 2025

• (1530)

[Traduction]

Le président (Charles Sousa (Mississauga—Lakeshore, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la réunion n° 18 du Comité permanent de la défense nationale de la Chambre des communes. La séance d'aujourd'hui se déroulera selon une formule hybride, et un certain nombre d'entre nous participent à la réunion par Zoom.

Avant de continuer, je vous invite à prendre connaissance des directives visant à prévenir les incidents liés à l'audio et aux retours sonores, et à protéger la santé et la sécurité de nos interprètes.

Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Si vous voulez prendre la parole, veuillez lever la main. La greffière et moi-même allons gérer de notre mieux l'ordre des interventions, et nous vous remercions de votre patience et de votre compréhension à cet égard. Pour l'interprétation sur Zoom, vous avez le choix au bas de votre écran entre le parquet, le français et l'anglais. Enfin, je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Je souhaite la bienvenue à notre invité, Son Excellence Andrii Plakhotniuk. Nous vous remercions de vous être déplacé pour comparaître devant le Comité. Je sais que nous avons déjà eu des discussions par le passé, et que vous vous êtes probablement entretenu en privé avec certains députés présents à cette table.

Monsieur Plakhotniuk, vous disposez de sept minutes pour prononcer votre discours d'ouverture, je vous prie.

[Français]

Son Excellence Andrii Plakhotniuk (ambassadeur de l'Ukraine au Canada): Monsieur le président et distingués membres du Comité permanent de la défense nationale, je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser à vous.

Avec votre aimable permission, je continuerai en anglais.

[Traduction]

Je tiens tout d'abord à exprimer une fois de plus notre profonde gratitude au Canada pour son leadership continu dans les efforts internationaux visant à soutenir l'Ukraine dans notre effort de guerre contre l'agression brutale menée par la Russie.

Je souhaite profiter de cette occasion pour m'adresser aux éminents membres de la Chambre des communes afin d'exprimer ma sincère gratitude au gouvernement canadien pour l'annonce récente faite par l'honorable Anita Anand, ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles, d'une enveloppe de 35 millions de dollars pour le programme d'aide global de l'OTAN à l'Ukraine. Nous sommes convaincus que le soutien du Canada renforcera le fonds fiduciaire

multidonateurs mis en place par l'OTAN afin de répondre aux besoins immédiats, à moyen et à long terme de l'Ukraine en matière de sécurité et de défense, notamment en matière d'aide militaire non létale urgente, de renforcement des capacités à moyen et à long terme, ainsi que d'initiatives de planification et de relance.

Nous sommes également très reconnaissants à l'honorable David McGuinty, ministre de la Défense nationale, d'avoir récemment annoncé l'achat par le Canada d'un ensemble de capacités militaires essentielles dans le cadre de l'initiative relative à la PURL, pour un montant de 200 millions de dollars canadiens. Ces annonces, comme toutes les autres décisions prises précédemment par le Canada, sont essentielles pour la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi que pour sauver des vies ukrainiennes.

Monsieur le président, distingués membres du Comité, permettez-moi de vous présenter un aperçu des récents développements en Ukraine et de la situation sur le champ de bataille.

La situation sur la ligne de front reste tendue, mais l'Ukraine continue de tenir bon. Des hostilités actives se poursuivent le long d'une ligne de front s'étendant sur environ 1 250 kilomètres. Les combats les plus intenses se concentrent actuellement près de Pokrovsk, dans la région de Donetsk, où Moscou a déployé environ 150 000 soldats sur un total de 710 000 soldats russes opérant sur le territoire ukrainien.

Les opérations de recherche et d'assaut ainsi que l'élimination de l'ennemi dans les zones urbaines se poursuivent à Pokrovsk. À Myrnohrad, malgré une logistique de plus en plus complexe, les forces de défense ukrainiennes continuent de tenir les lignes défensives, éliminant l'ennemi à l'approche de la ville. Les forces de défense ukrainiennes ont stabilisé la situation dans le secteur de Huliaipole, dans la région de Zaporijjia, ce qui nous permet d'entraver l'avance de l'ennemi.

Malgré l'intensité des offensives russes, Moscou n'est parvenu à atteindre aucun de ses objectifs stratégiques, tandis que les forces ukrainiennes conservent leur capacité à perturber et à affaiblir les opérations ennemies le long de la ligne de front. Les pertes russes en personnel et en équipement demeurent particulièrement élevées, soulignant le caractère insoutenable de sa campagne militaire.

En date du 8 décembre 2025, et depuis le 24 février 2022, la Russie a perdu plus de 1 182 000 soldats. Notre stratégie consiste à épuiser autant que possible l'armée russe, à empêcher son avancée et à conserver notre territoire, tout en frappant simultanément l'ennemi dans son arrière-pays, en profondeur opérationnelle et au cœur même de la Russie, dans le but de saper ses capacités de défense, ses chaînes d'approvisionnement militaire et son potentiel industriel de défense. Pour atteindre cet objectif, nous avons besoin d'un approvisionnement stable et rapide en armes et munitions de tous types et en grandes quantités afin de continuer à tenir la ligne de front.

L'Ukraine est profondément reconnaissante pour chaque aide apportée, mais nous avons besoin de plus. La Russie intensifie sa production de drones et de bombes et renforce son offensive sur la ligne de front en bombardant les infrastructures civiles. Au cours des 11 premiers mois de l'année 2025, les Russes ont largué près de 44 000 bombes aériennes guidées au laser sur les villes et les positions des forces armées ukrainiennes situées en première ligne, soit une moyenne de 130 bombes par jour. Au cours de la semaine du 1^{er} au 7 décembre, les Russes ont lancé plus de 1 600 drones d'attaque, environ 1 200 bombes aériennes guidées et près de 70 missiles de différents types contre l'Ukraine. Ces frappes visaient principalement des infrastructures civiles essentielles, en particulier les infrastructures énergétiques.

Selon la Mission de surveillance des droits de l'homme de l'ONU en Ukraine, ce type d'attaques est de nature généralisée et systématique. Elle a également conclu que de nombreux aspects de la campagne militaire russe visant à endommager ou à détruire les infrastructures civiles ukrainiennes de production et de transport d'électricité et de chaleur violaient les principes fondamentaux du droit international humanitaire. Depuis le début de l'invasion militaire à grande échelle de la Russie, plus de 50 % des infrastructures énergétiques de l'Ukraine ont été détruites, endommagées, ou sont temporairement occupées par l'ennemi.

Par ailleurs, selon le dernier rapport de la Banque mondiale, la restauration du secteur énergétique ukrainien risque de s'élever à environ 68 milliards de dollars américains. Nous estimons que les pertes du secteur énergétique à la fin de 2024 s'élèveraient à 93 milliards de dollars américains.

Notre priorité absolue depuis longtemps est la défense aérienne et la dissuasion antimissile contre les menaces balistiques. Il est donc essentiel que l'Ukraine reçoive dix systèmes Patriot supplémentaires, ainsi que des missiles pour les systèmes Patriot, NASAMS, IRIS-T, et Hawk. Nous avons également besoin de capacités de frappe en profondeur: Tomahawks, Storm Shadows, SCALPs, Taurus, ainsi que pour augmenter la production conjointe de drones et de missiles de frappe en profondeur.

L'Ukraine intensifie sa production tant à l'échelle nationale qu'en coopération avec ses partenaires. Nous invitons les entreprises étrangères à implanter des sites de production directement en Ukraine. Nous voulons multiplier les résultats positifs du modèle danois et de l'initiative « Construire avec l'Ukraine/Construire en Ukraine ». Nous envisageons également de contrôler les exportations d'armes en cas de surproduction, comme c'est le cas pour les drones navals.

Je vous remercie, monsieur le président.

• (1535)

Le président: Monsieur l'ambassadeur, merci beaucoup.

Nous allons à présent entamer notre première série de questions, avec six minutes par député.

Nous allons commencer par M. Anderson.

Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Plakhotniuk, je tiens d'abord à vous remercier de vous joindre à nous aujourd'hui; je vous en suis particulièrement reconnaissant.

Je me suis rendu deux fois en Ukraine ces deux dernières années; une fois en novembre dernier et une fois en juillet cette année. J'hésite à qualifier cela de voyage complet, car nous nous sommes contentés de déplacements au sein des oblasts orientaux et méridionaux.

Je tiens à préciser que les conservateurs ont toujours été fermement en faveur de l'Ukraine. Je sais que certains députés ont laissé sous-entendre que ce n'était pas le cas, mais ils ont tort. Ce qui motive notre soutien actif à l'Ukraine tient en partie au fait que la souveraineté des nations est un principe codifié ici depuis au moins 1945, et sans doute depuis 1648 avec le traité de Westphalie. C'est le principe fondamental du droit international.

Bon nombre des universitaires avec lesquels j'ai discuté du Canada et de la Russie parlent d'un état de guerre larvée. C'est le terme que plusieurs experts ont utilisé, alors que d'autres n'hésitent même plus à parler carrément de « guerre » pour décrire la situation actuelle entre la Russie et le Canada. On observe depuis quelque temps une tendance à l'isolationnisme en Occident. Pourtant, certains observateurs avancent que les intérêts du Canada n'ont pas grand-chose en commun avec ceux de l'Ukraine.

Je me demandais si vous pouviez nous expliquer pourquoi la défense du Canada est nécessaire, quel est le lien entre le Canada et l'Ukraine à l'heure actuelle et pourquoi nous sommes également menacés par la Russie.

Andrii Plakhotniuk: Tout d'abord, je tiens à vous remercier d'avoir pris le temps de vous déplacer en Ukraine récemment. C'est une occasion importante d'obtenir des renseignements de première main sur ce qui se passe, de voir et de parler aux gens, et surtout de comprendre comment ils vivent leur vie quotidienne.

En ce qui concerne cette guerre, il s'agit de la plus importante guerre continentale en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous sommes confrontés à une grande puissance nucléaire dotée d'un énorme potentiel, que ce soit en matière de matériel de défense militaire, de main-d'œuvre, et de ressources naturelles. Par ailleurs, la Russie est toujours en mesure de recevoir l'aide de ses États partenaires pour soutenir son effort de guerre.

Pourquoi est-il si important que tous nos partenaires soutiennent l'Ukraine? Parce qu'il s'agit d'une guerre existentielle pour l'Ukraine, pour nos valeurs, nos libertés, et notre dignité. Ce qui se passe sur le champ de bataille a une influence directe non seulement sur l'Europe, mais aussi sur le reste du monde. Si nous laissons la Russie gagner la guerre, cela entraînera assurément des conséquences très néfastes dans bien d'autres parties du monde.

Lorsque nous parlons de cette guerre, nous ne parlons pas seulement du champ de bataille, mais aussi d'une course technologique très intense, qui se déroule chaque jour. Cela signifie que si l'Occident dans son ensemble n'est pas prêt à s'engager dans une telle course aux technologies militaires de pointe, nous allons tous finir perdants. Les technologies militaires que les Russes possèdent et continuent de développer risquent de se retrouver entre les mains d'autres régimes hostiles dans un avenir pas si lointain.

Bref, il est essentiel de demeurer unis et de continuer à soutenir l'Ukraine.

• (1540)

Scott Anderson: À ce propos, tous les généraux de haut rang ont bien compris que la guerre symétrique du XXI^e siècle a fondamentalement changé de nature en raison de l'avènement des drones militaires.

J'ai discuté avec plusieurs Canadiens qui dirigent des entreprises ici, qu'il s'agisse de PME ou de grandes entreprises, et qui souhaitent entrer en contact avec leurs homologues en Ukraine afin de coopérer dans le domaine de la technologie des drones. Existe-t-il un organisme ou une agence qui soit en mesure de les aider? Pourriez-vous nous indiquer le meilleur moyen pour nos entreprises canadiennes d'entrer en contact et de nouer des contrats avec leurs homologues en Ukraine? Je vous remercie.

Andrii Plakhotniuk: Tout d'abord, nous pouvons actuellement nous appuyer sur plusieurs mécanismes internationaux qui fonctionnent de manière très efficace. Je parle ici de coalitions spécifiques. Nous avons mis en place ce que l'on appelle le Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine, qui revêt plusieurs facettes. Ce type d'enjeux fait l'objet d'une excellente coordination entre nos différents partenaires.

Une autre question est que l'ambassade et notre équipe sont prêtes à établir des liens avec nos partenaires et amis canadiens s'ils souhaitent commencer à travailler dans ce domaine spécifique avec l'Ukraine. L'ambassade du Canada à Kiev s'est également dite prête à soutenir cet effort. Par ailleurs, nous avons profité de la visite du premier ministre Carney en Ukraine le 24 août pour signer un accord qui nous permet d'améliorer la coopération en matière de défense entre nos deux pays.

Scott Anderson: J'ai une dernière question. En novembre dernier, alors que je me trouvais à Zaporizhzhya, l'aviation russe a largué une bombe FAB-1500 de 3 000 livres, je crois que c'est son nom, ce qui a détruit l'hôtel où je séjournais.

La ville de Zaporizhzhya n'est pas située directement sur la ligne de front, mais il s'agit d'un lieu de première importance ayant subi de nombreuses attaques. Avez-vous été en mesure de compiler des données sur le nombre d'attaques illégales menées par les Russes? Bombarder un hôtel est clairement une attaque contre des cibles civiles, et contrevient de ce fait aux règles élémentaires de la guerre. Je me demande simplement si vous avez compilé des statistiques précises; on doit parler de centaines de milliers d'infrastructures civiles prises pour cible.

Andrii Plakhotniuk: La ville de Zaporizhzhya est située près de la ligne de front. Ce que nous observons au quotidien, ce sont des attaques constantes et délibérées contre les infrastructures civiles. À ce jour, selon les données préliminaires que nous avons compilées, quelque 287 000 infrastructures civiles ont été détruites ou endommagées par les forces armées russes.

Scott Anderson: Vous avez dit 287 000.

Andrii Plakhotniuk: Oui — plus précisément, 287 216.

Scott Anderson: Merci.

Andrii Plakhotniuk: Il s'agit d'un chiffre préliminaire, car ces attaques se produisent tous les jours. Elles visent régulièrement nos réseaux électriques, nos infrastructures, nos ponts — bref, toutes nos infrastructures.

Scott Anderson: Je crois comprendre que les Ukrainiens...

Le président: Monsieur Anderson, nous reviendrons à vous dans un instant.

Je vais donner la parole à Mme Romanado.

Vous avez six minutes.

• (1545)

Sherry Romanado (Longueuil—Charles-LeMoyne, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président. Par votre entremise, j'aimerais remercier l'ambassadeur d'être des nôtres aujourd'hui.

Votre Excellence, c'est un réel plaisir de vous rencontrer. Si je ne m'abuse, vous avez été nommé à ce poste en septembre dernier. Je pense que c'est votre première comparution devant le comité de la défense nationale. Soyez le bienvenu.

J'aimerais commencer par parler du soutien que le Canada fournit à l'Ukraine dans le cadre de l'opération Unifier. Mon fils aîné a été déployé en Ukraine en 2018 pour aider à la formation des soldats ukrainiens. Depuis 2015, nous avons formé plus de 47 000 militaires et membres du personnel de sécurité ukrainiens aux tactiques de champ de bataille et aux techniques militaires avancées.

Au fil de la mission, la formation directe assurée par les membres des Forces armées canadiennes a été confiée, en grande partie, aux membres des forces armées ukrainiennes. Les Canadiens ont alors assumé un rôle de conseillers et de mentors, tout en contribuant à l'élaboration des cours.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur la façon dont les contributions militaires du Canada, surtout en matière de formation, se sont avérées utiles et essentielles à la contre-offensive de l'Ukraine jusqu'à présent?

Andrii Plakhotniuk: Vous avez mentionné un point très important, à savoir la formation militaire. Vous avez tout à fait raison. Plus de 46 000 militaires ukrainiens ont été formés — et continuent de l'être — dans le cadre de l'opération Unifier, qui a commencé il y a bien plus de deux ans. Cette formation est cruciale pour nous, car lorsque nous recevons ce genre d'instruction... et je ne parle pas de l'instruction militaire de base, mais de la coordination tactique. Il y a aussi la formation linguistique pour nos pilotes et nos techniciens. Ces compétences sont indispensables pour renforcer notre résilience globale et garantir une meilleure préparation, surtout lorsque nous devons maîtriser les nouveaux types de matériel de défense que nos partenaires nous fournissent grâce à des dons généreux.

Ce travail, à notre avis, doit se poursuivre, et nous sommes certes très reconnaissants au gouvernement canadien de soutenir cette démarche et de poursuivre les efforts en vue d'intensifier la formation et de mieux préparer nos soldats. À long terme, il s'agit de sauver des vies sur le champ de bataille, mais à d'autres égards, nous, en Ukraine, sommes prêts à transmettre nos connaissances acquises sur le terrain.

Selon moi, c'est un partenariat qui fonctionne dans les deux sens. D'une part, nous bénéficions de votre savoir-faire et de votre expérience, non seulement pour des aspects très pratiques, mais aussi en vue de notre future adhésion à l'OTAN. D'autre part, nous sommes prêts à vous transmettre ce que nous avons appris de notre expérience sur le champ de bataille. Cela permet d'accroître la résilience de nos partenaires et d'optimiser leur état de préparation.

Sherry Romanado: Lorsque vos forces reçoivent la formation nécessaire, elles peuvent jouer dans la cour des grands, notamment en menant des opérations par drone et en mettant à contribution l'expertise acquise dans ce domaine.

Dans votre déclaration liminaire, vous avez parlé de la contribution du Canada à l'initiative PURL et de l'annonce récente. Pouvez-vous préciser comment le matériel essentiel que vous recevez du Canada et d'autres partenaires vous aide sur le terrain?

Andrii Plakhotniuk: Cette initiative est très importante, car elle nous permet d'obtenir — grâce au soutien généreux et à l'engagement de nos partenaires — l'équipement et le matériel de défense dont nous ne disposons pas et qui sont produits exclusivement aux États-Unis. Il s'agit de missiles de défense aérienne et d'autres systèmes.

Si nous parlons de l'importance de cette initiative, c'est parce qu'elle nous permet de mobiliser davantage de fonds et de nous doter de moyens opérationnels très pratiques, améliorant ainsi notre état de préparation. Nous sommes mieux préparés à défendre nos infrastructures civiles et, surtout, nos concitoyens dans les villes et villages ukrainiens.

Sherry Romanado: Le Canada et bon nombre de ses alliés resteront aux côtés de l'Ukraine jusqu'à ce qu'elle remporte cette guerre. Comme vous le savez, le premier ministre a récemment annoncé la nomination de Chrystia Freeland comme envoyée spéciale du Canada pour le redressement de l'Ukraine.

Nous savons que l'Ukraine finira par vaincre la Russie, mais nous devons l'aider à se reconstruire après la guerre. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ce dont l'Ukraine aura besoin pour sa reconstruction après la guerre?

Andrii Plakhotniuk: Selon l'évaluation de la Banque mondiale — qui reste, là encore, approximative et préliminaire —, le coût total de la reconstruction sera de plus d'un demi-billion de dollars américains. Ce sera donc un mégaprojet pour les décennies à venir.

La reconstruction s'impose certainement, mais, dans bien des cas, il faudra créer quelque chose de nouveau à partir de zéro. En ce sens, dans le contexte de ce mégaprojet, nous aurons besoin de toutes les connaissances et compétences que nos partenaires peuvent nous apporter.

La nomination d'une représentante spéciale du gouvernement canadien pour la reconstruction témoigne d'une forte coordination, d'une autorité suprême et d'un engagement très ferme de la part de Chrystia Freeland — ainsi que de son réseau de contacts partout dans le monde —, car, je le répète, il est essentiel que ce processus soit coordonné en bonne et due forme.

• (1550)

Sherry Romanado: Merci beaucoup.

Le président: Merci.

Monsieur Simard, vous avez six minutes.

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur l'ambassadeur, je vais vous laisser le temps de mettre votre oreillette et, du même coup, de vérifier que vous entendez la douce voix des interprètes plutôt que ma voix rugueuse.

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Oui, je l'entends maintenant.

[Français]

Mario Simard: Voilà. C'est mieux pour vous.

Dans votre déclaration liminaire, vous avez bien indiqué le combat que vous menez pour vos valeurs, un combat de dignité et d'intégrité qui est un rapport à la démocratie. Ce qui est très intéressant, c'est qu'il y a une forte diaspora de gens de chez vous, des Ukrainiens, qui sont partout au Québec, qui nous font très bien comprendre l'urgence de la situation dans laquelle vous êtes, et qui ont une influence considérable, à mon avis.

Dans vos priorités, vous avez mentionné qu'il y avait des éléments de défense aérienne. À ma connaissance, le Canada n'est pas une force militaire prépondérante dans le monde occidental qui peut jouer son rôle tout à fait. Vous avez bien échangé avec mes collègues à ce sujet.

Je préférerais vous parler de reconstruction, en espérant que ça ne vous laisse pas présager que je sous-estime les défis auxquels vous avez à faire face. Je veux vous parler de reconstruction parce que je comprends de votre présentation liminaire qu'il y aura beaucoup de travail à faire, en particulier dans le secteur énergétique. Vous avez parlé abondamment de la destruction d'infrastructures en électricité.

Dans ce domaine, il y a des compétences particulières qui ont été développées au Québec. J'aimerais savoir, avant même qu'il y ait une négociation achevée d'un projet de paix ou de cessez-le-feu, comment nous pourrions vous donner un coup de main sur ce plan. Il me semble que ce qui va devenir essentiel demain, ce sera de reconstruire ces infrastructures, qui peuvent donner un semblant de retour à la normale.

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Je me suis principalement penché sur les questions de soutien militaire de la part du gouvernement canadien et de l'État canadien, mais en ce qui concerne les infrastructures énergétiques, nous sommes également reconnaissants du soutien que nous recevons du gouvernement canadien pour des secteurs énergétiques précis. En novembre, je crois, la ministre des Affaires étrangères, Anita Anand, a déclaré qu'un montant supplémentaire de 10 millions de dollars canadiens serait réaffecté, à partir des enveloppes déjà allouées, afin d'appuyer nos besoins essentiels et nos infrastructures vitales.

Nous travaillons avec des entreprises canadiennes ici, à l'échelle fédérale, mais aussi avec les provinces, pour obtenir l'équipement dont nous avons besoin de toute urgence afin de mieux nous préparer à cet hiver. Parmi les défis auxquels nous faisons face dans l'immédiat, je n'en mentionnerai qu'un. Même dans la ville de Kiev, l'un des endroits les mieux protégés en Ukraine, il peut arriver que nous soyons privés d'électricité, parfois jusqu'à 16 heures par jour. Cela illustre la gravité de la situation actuelle, car les Russes continuent de cibler délibérément cette région.

En ce qui a trait à l'équipement énergétique, il nous faut un certain nombre de choses. Nous ne pouvons pas tout obtenir du Canada, car nos systèmes de voltage et nos spécifications techniques sont différents. Cela dit, nous recevons quand même certains articles, et nous en sommes reconnaissants.

Une solution rapide consiste à appuyer ce qui est déjà en cours. Vous pouvez soutenir financièrement d'autres initiatives de l'Union européenne et d'autres partenaires en fournissant les ressources financières nécessaires pour acheter cet équipement sur les marchés européens et le livrer au plus vite à l'Ukraine. C'est, pour nous, une priorité constante. Nous poursuivons activement ce travail et nous collaborons avec nos partenaires canadiens pour obtenir plus de pièces d'équipement indispensables.

• (1555)

[Français]

Mario Simard: Je trouve fort intéressant ce que vous venez de dire.

Par le truchement de l'aide que vous avez de vos partenaires européens, on le sait actuellement, la filière militaire a besoin de minéraux critiques, d'aluminium, de ces métaux qui sont utilisés dans le cadre de conflits et de matériel militaire. Malheureusement, dans la chaîne de production, nombre de ces minéraux critiques, comme l'aluminium, proviennent souvent de la Russie et de la Chine.

Le Québec est le principal producteur d'aluminium pour les États-Unis. De plus, il y a toute une stratégie qui est en train de se développer de la part du gouvernement fédéral en matière de minéraux critiques. Selon vous, est-ce que ce sont des types d'éléments qui pourraient venir aider à tout le moins la chaîne de production de matériel militaire, qui pourraient vous donner un coup de main?

Lorsqu'on parle d'échanges avec l'Europe sur la base de minéraux critiques et d'éléments stratégiques en matière de défense, pensez-vous que le Canada peut jouer un rôle dans ce domaine?

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Je vous remercie de vos observations.

Le Canada joue un rôle stratégique très important à l'échelle mondiale. La question de savoir comment soutenir et approfondir notre coopération dans le domaine des minéraux critiques figurait parmi les principaux sujets discutés lors de la récente conférence sur la reconstruction de l'Ukraine, organisée pour la première fois à Toronto. Cette question fait l'objet de discussions. D'ailleurs, un protocole d'entente a été signé entre Ressources naturelles Canada et notre ministre de l'Énergie. Il s'agit d'un domaine très prometteur pour notre coopération bilatérale. Nous multiplions et intensifions actuellement ces efforts de collaboration et ces discussions avec l'ensemble de nos partenaires ici.

Le président: Merci.

Nous en sommes à notre deuxième série de questions.

Monsieur Kibble, vous avez cinq minutes.

Jeff Kibble (Cowichan—Malahat—Langford, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur l'ambassadeur, d'être parmi nous aujourd'hui.

L'été dernier, j'ai assisté aux Jeux Invictus à Vancouver, et j'y ai vu des soldats ukrainiens gravement blessés participer à des compétitions sportives. Leur courage et leur détermination étaient tout simplement incroyables, et je pense que cela reflète bien vos forces

armées à l'heure actuelle. Je suis heureux que nous ayons mentionné plus tôt l'opération Unifier, une mission qui a commencé sous le gouvernement conservateur de l'époque.

Vous avez évoqué les minéraux critiques. Lesquels sont vraiment importants pour vous en ce moment?

Andrii Plakhotniuk: Ce que j'ai mentionné, c'est que nous avons l'accord-cadre entre les deux ministères de l'Énergie, ici au Canada et en Ukraine. C'est considéré comme l'un des domaines prometteurs. Il est certain que les experts et les ministres travaillent actuellement à accroître la coopération dans ce domaine.

Jeff Kibble: Nous avons entendu parler de l'aluminium. Y a-t-il d'autres minéraux critiques qui...

Andrii Plakhotniuk: Oui. C'est aussi très important pour la production du matériel de défense.

Jeff Kibble: D'accord. Je vous remercie.

Vous avez mentionné les 287 000 attaques contre des infrastructures civiles. Quels autres crimes de guerre les Russes commettent-ils en ce moment?

Andrii Plakhotniuk: Des crimes de guerre sont commis chaque jour. J'ai parlé de la destruction d'infrastructures essentielles, mais il y a aussi l'enlèvement d'enfants ukrainiens: jusqu'à 20 000 d'entre eux se trouvent aujourd'hui en Russie. Le principal problème, c'est l'absence totale de volonté et de détermination de la part des autorités russes pour nous les ramener. Ces enfants grandissent sous l'influence de la propagande russe. Leurs données biométriques sont modifiées. Ils sont adoptés illégalement. Il y a beaucoup d'autres problèmes.

À cet égard, le Canada copréside avec nous la Coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens. Nous sommes reconnaissants de tous les efforts que le Canada déploie, de concert avec tous nos partenaires internationaux, pour le retour de nos enfants. Mentionnons également le crime d'écocide, car nous savons que de nombreux dommages sont infligés à la nature.

Ce sont des actes délibérés. Lorsqu'il s'agit de recueillir des preuves pour documenter ces crimes, la coopération internationale et la collaboration avec le Canada et tous nos partenaires sont essentielles.

• (1600)

Jeff Kibble: C'est absolument brutal.

Des négociations de paix sont en cours. Quelles sont les lignes dures que l'Ukraine n'abandonnera pas dans ces négociations?

Andrii Plakhotniuk: Je vous remercie d'avoir posé cette question.

La première chose que je voudrais souligner, c'est que nous sommes prêts à dialoguer de la manière la plus constructive possible et dans les plus brefs délais afin de trouver une solution qui nous conduise à une paix juste, globale et durable pour l'Ukraine. Bien entendu, des dizaines de discussions ont lieu chaque jour avec nos partenaires américains, européens et canadiens. D'ailleurs, aujourd'hui, notre président a eu un entretien téléphonique avec le premier ministre Carney pour échanger des idées et des points de vue sur la façon d'aller de l'avant.

Hier, notre président a affirmé que les Ukrainiens ne négocieraient pas leurs territoires. Nous avons notre constitution. Nous avons notre législation, qui dit clairement que nous ne pouvons pas abandonner les territoires relevant de notre souveraineté. C'est, pour nous, une ligne rouge absolue. Nous savons que les discussions vont se poursuivre. Nous mettons la dernière main aux propositions ukrainiennes et européennes concernant les garanties de sécurité et la façon dont nous envisageons les différents processus. Nous serons prêts à présenter notre vision à nos partenaires américains.

Je le répète: nous, les Ukrainiens, ne sommes pas prêts à capituler ni à accepter la paix à tout prix.

Jeff Kibble: Vous avez parlé tout à l'heure de la course technologique. L'Ukraine a joué un rôle déterminant dans la modernisation de la guerre par drones et a obtenu d'excellents résultats. Avez-vous l'impression que les Russes rattrapent leur retard en ce qui concerne cette technologie? Cela vous inquiète-t-il?

Andrii Plakhotniuk: Nous sommes certainement préoccupés par plusieurs éléments. Premièrement, malgré le régime de sanctions et toutes les mesures punitives en vigueur — qui sont très importantes —, les Russes parviennent encore à obtenir des pièces de rechange pour soutenir leurs efforts de guerre, produire des missiles et fabriquer des drones à l'aide de technologies et de matériel venant de l'Occident. C'est l'une de nos principales inquiétudes.

Deuxièmement, nous constatons qu'ils perfectionnent également leurs capacités technologiques. C'est un effort permanent que nous, pays occidentaux aux valeurs communes, ne pouvons pas et ne devons pas relâcher.

Jeff Kibble: Très rapidement, selon vous, est-ce que des pays comme les alliés de l'OTAN et le Canada doivent mettre à niveau et moderniser leurs technologies de drones dès maintenant pour rattraper leur retard?

Andrii Plakhotniuk: Je pense que cette démarche a déjà commencé. Ce que nous pouvons faire, c'est y contribuer très activement en produisant ensemble ces technologies pour répondre aux besoins de l'Ukraine et de nos partenaires au Canada, en Europe et ailleurs.

Jeff Kibble: Merci, monsieur l'ambassadeur.

Le président: Merci.

Monsieur Malette, vous avez cinq minutes.

Chris Malette (Bay of Quinte, Lib.): Merci, monsieur le président.

Monsieur l'ambassadeur, nous sommes très honorés de vous recevoir aujourd'hui.

Aujourd'hui, à la Chambre, nous avons débattu du projet de loi S-210, Loi instituant le Mois du patrimoine ukrainien au Canada. Nous faisons ainsi notre part, de manière officielle, pour reconnaître qu'en dehors de la Russie, le Canada compte, je crois, la plus grande diaspora ukrainienne au monde. Nous entretenons une relation étroite et de longue date avec l'Ukraine, et cela me concerne personnellement, car j'ai des racines ukrainiennes. C'est très important pour moi et pour les 1,4 million de Canadiens d'origine ukrainienne.

Ma première question pour vous aujourd'hui, monsieur l'ambassadeur, est la suivante: à votre avis, quels aspects de l'aide militaire canadienne ont été les plus précieux pour l'Ukraine jusqu'à présent,

et quelles possibilités entrevoyez-vous pour renforcer la coopération dans les années à venir? Nous en avons parlé à la fin de la dernière intervention.

Andrii Plakhotniuk: Tout d'abord, permettez-moi de réagir à vos propos concernant le Mois du patrimoine ukrainien. C'est extrêmement important pour nous tous. Cela compte beaucoup.

Quant à la question de savoir ce qui a été le plus précieux, je dirais que tout ce que nous avons reçu jusqu'à maintenant permet vraiment de changer la situation sur le champ de bataille. Cela sauve la vie de nos civils et de nos soldats. Chaque contribution compte. Je ne veux pas dire que certaines choses sont plus importantes que d'autres. La formation est essentielle, tout comme la défense aérienne et la production conjointe de matériel de défense.

À ce stade-ci, je pense que nous devrions discuter de la façon d'accroître notre production conjointe, de créer de nouvelles entreprises, d'établir des coentreprises et de renforcer les capacités des Ukrainiens et la résilience de nos partenaires, de sorte que nous soyons prêts à entamer de véritables négociations avec les Russes, de concert avec nos partenaires.

Nous avons des priorités urgentes, la première étant la défense aérienne. Nous avons besoin de munitions. Alors que notre pays mène cette guerre existentielle, qui est une guerre continentale, nous avons besoin de tous les moyens possibles. C'est évident pour nous tous, mais il existe bien sûr des priorités. Pour répondre à ces besoins prioritaires, nous devons produire davantage, tous ensemble. Collectivement, notre potentiel technologique et économique surpasse de loin celui de la Fédération de Russie. Nous sommes beaucoup plus forts.

• (1605)

Chris Malette: Pour poursuivre dans la même veine, monsieur l'ambassadeur — et je ne veux pas trop entrer dans les détails des chiffres ni aborder des éléments susceptibles d'être confidentiels —, pourriez-vous quantifier la coopération actuelle? Je suis sûr, comme vous le soulignez, qu'il y a lieu de l'augmenter de façon exponentielle, mais où en sommes-nous actuellement, et quelles perspectives raisonnables pouvons-nous envisager dans un avenir très proche? Comme vous le savez, le temps presse lorsqu'un pays comme l'Ukraine fait face à une menace aussi immense.

Andrii Plakhotniuk: Un des points mentionnés publiquement ici concerne la formation des militaires ukrainiens. C'est un aspect important qui doit absolument se poursuivre.

Il y a un certain nombre d'initiatives et de domaines où nous devrions collaborer plus étroitement. J'ai parlé de la production. Nous avons aussi discuté de la technologie des drones et des secteurs connexes. Le Canada possède de très bonnes technologies de pointe et une excellente expertise internationale. Nous aurons assurément besoin de ce savoir-faire, et nous pourrions en retour apporter notre contribution au Canada grâce aux connaissances que nous avons acquises sur le champ de bataille.

Chris Malette: Pour conclure, monsieur l'ambassadeur, que voudriez-vous que le citoyen canadien moyen sache sur la réalité quotidienne en Ukraine? Vous avez évoqué les attaques contre le réseau électrique, qui entraînent des pannes de courant pouvant durer jusqu'à 16 heures. Ce que beaucoup de Canadiens ignorent, je crois, c'est qu'il fait aussi froid à Ottawa qu'en Ukraine durant certains mois. Y a-t-il des idées fausses que vous voudriez réfuter, ou des histoires d'héroïsme que vous aimeriez mettre en lumière?

Andrii Plakhotniuk: Tout d'abord, j'ai quelques remarques à faire en tant que représentant des Ukrainiens. Les gens — les Ukrainiens ordinaires, les militaires — sont très fatigués, car cette guerre a commencé non pas il y a près de quatre ans, mais en 2014. Pour nous, c'est absolument une question existentielle. Nous comprenons que si la Russie arrête les combats, retire ses troupes et verse des réparations, la paix reviendra en Ukraine. Cependant, si nous cessons de nous battre, l'Ukraine disparaîtra.

Deuxièmement, nous sommes profondément reconnaissants à tous les Canadiens, à tous nos partenaires et à tous les citoyens de différents pays pour tout le soutien reçu. Il est très important que vous sachiez que les Ukrainiens sont au courant de tout ce que vous faites pour nous. Je pense que les distingués membres du Comité qui ont visité l'Ukraine ont eu l'occasion de parler à des Ukrainiens ordinaires et de comprendre qu'en ce qui concerne le Canada et les Canadiens, nous, en Ukraine, comprenons que vous êtes du bon côté, que vous nous soutenez par votre engagement et votre solidarité en ouvrant vos cœurs et vos portes aux Ukrainiens ici au Canada. Voilà deux messages très importants.

Le troisième message est que, en ces temps particulièrement difficiles, nous devons rester forts et unis, car pour l'Ukraine, c'est maintenant ou jamais.

• (1610)

Le président: Merci, monsieur l'ambassadeur.

Chris Malette: J'ai ces derniers mots: *Slava Ukraini*.

Andrii Plakhotniuk: *Heroyam slava*.

Le président: Monsieur Simard, vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Mario Simard: Merci beaucoup.

Monsieur l'ambassadeur, vous avez insisté en mettant l'accent sur la défense aérienne. J'aimerais peut-être comprendre de façon un peu plus concrète comment le Canada peut vous donner un coup de main dans ce domaine. Vous avez aussi parlé, en réponse à des questions de mes collègues, de la formation qui a été soutenue par le gouvernement fédéral.

Lorsque vous parlez de défense aérienne, est-ce que vous parlez principalement de drones? Est-ce ce à quoi vous faites référence ou faites-vous plutôt référence à des forces un peu plus conventionnelles?

Comment le Canada peut-il vous donner un coup de main? Vous parliez tout à l'heure de l'expertise du Canada. J'aimerais donc savoir comment nous pouvons vous aider de façon concrète.

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Premièrement, en ce qui concerne la défense aérienne, il y a l'initiative PURL que j'ai mentionnée et qui porte sur du matériel de défense sophistiqué fabriqué aux États-Unis et acheté avec le soutien de tous nos partenaires, qui ont combiné leurs efforts pour le financer.

Une autre chose qui peut être faite... On parle de systèmes de défense aérienne qui sont produits non seulement par les États-Unis, mais aussi par des pays européens, des systèmes comme le NA-SAMS et le SAMP/T, qui sont produits par la Norvège, l'Italie, la France et ainsi de suite.

Que peuvent faire le Canada et nos partenaires? Un certain nombre d'initiatives internationales peuvent être soutenues financièrement afin d'augmenter la production, car le temps est un facteur crucial dans cette guerre. Produire rapidement et en plus grande quantité sauvera davantage de vies parmi la population ukrainienne.

Cependant, il ne s'agit pas seulement des drones. Les drones ont leur propre rôle, mais ils sont aussi utilisés — les drones intercepteurs — pour cibler les Shaheds russes, qui attaquent constamment les villes ukrainiennes.

[Français]

Mario Simard: Je ne vous cacherais pas que je ne connais pas grand-chose aux éléments stratégiques militaires. Je suppose cependant que, dans les stratégies et les modèles qui sont en place, vous utilisez des technologies qui sont souvent similaires. Vous ne réinventez pas la roue chaque fois.

Augmenter la production suppose donc une aide financière plutôt qu'un soutien technique, une aide financière pour vous permettre d'accélérer la production du matériel dont vous avez besoin et qui est fabriqué je ne sais trop où, peut-être pas nécessairement au Canada. Pouvez-vous nous donner des indications à cet égard?

La façon la plus efficace de vous aider, ce serait donc au moyen d'un soutien financier qui vous permettrait d'avoir davantage d'éléments de défense aérienne. C'est ce que je comprends.

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Le soutien financier est une chose. Le soutien technologique est aussi très important.

J'aimerais mentionner un chiffre ici. Tout au long de cette guerre, les forces armées ukrainiennes ont appris à maîtriser 600 différents types de matériel de défense. Lors de la réception de l'équipement, il nous faut avoir suffisamment de connaissances pour le maîtriser. Cela veut dire que le soutien sur le plan technologique est aussi important. Nous en avons besoin lorsque nous recevons des armes sophistiquées. Il faut être formés et être en mesure de les utiliser au mieux de leur capacité.

Le président: Merci.

Madame Gallant, vous avez cinq minutes.

Cheryl Gallant (Algonquin—Renfrew—Pembroke, PCC): Merci.

Votre Excellence, à part le réseau Kardesa qui est en construction, l'Ukraine a-t-elle des câbles sous-marins en ce moment?

Andrii Plakhotniuk: Des câbles sous-marins...

Cheryl Gallant: Je parle des télécommunications, comme Vodafone. Est-ce que tout se fait par voie terrestre?

Andrii Plakhotniuk: Nous avons probablement des communications sous-marines, mais je ne suis pas l'expert en la matière.

Cheryl Gallant: Il n'y a donc pas eu de cas où des câbles ont été coupés et où les communications ont été perturbées de cette façon.

Andrii Plakhotniuk: Je ne pourrais vous dire exactement.

Cheryl Gallant: D'accord.

Où en est l'Ukraine dans la lutte contre la flotte grise russe?

Andrii Plakhotniuk: La lutte contre quoi?

Cheryl Gallant: La flotte grise.

Andrii Plakhotniuk: La flotte grise est la flotte fantôme, n'est-ce pas?

Cheryl Gallant: Oui.

Andrii Plakhotniuk: C'est l'une des principales priorités de l'Ukraine dans le cadre de la collaboration avec nos partenaires internationaux sur les sanctions. Nous avons pris conscience de ce phénomène en 2014, lorsque les Russes se sont mis à transporter notre grain et d'autres produits fabriqués dans les territoires temporairement occupés vers d'autres pays, en essayant de dissimuler le fait qu'ils provenaient d'Ukraine. C'était un sujet très important sur lequel nous travaillions avec nos partenaires.

En ce qui concerne la flotte fantôme, nous échangeons des renseignements avec les équipes de sanctions de différents gouvernements, surtout les membres actifs de la coalition des sanctions, comme le Canada et les partenaires européens. Nous partageons ces informations. Nous échangeons des renseignements sur les types de navires qui ont été repérés, les navires sans équipage et ceux qui n'étaient pas correctement assurés par les compagnies d'assurance internationales.

• (1615)

Cheryl Gallant: En ce qui concerne la cyberperturbation, à quelles nouvelles menaces prévalentes l'Ukraine a-t-elle été confrontée et auxquelles le Canada doit se préparer?

Andrii Plakhotniuk: Les cyberattaques sont une chose courante pour l'Ukraine, qui est la cible de cyberattaques russes depuis plus d'une décennie. À notre avis, l'un des moyens efficaces de défense, outre le fait de disposer de suffisamment de logiciels fiables, est sans aucun doute la coopération internationale. Il faudrait intensifier les échanges entre les services et les organismes concernés en ce qui concerne les cyberattaques et la façon de les contrer. Plus cette coopération est efficace et plus nos logiciels sont performants, mieux nous sommes préparés. C'est un processus continu.

Cheryl Gallant: Des drones russes sont lancés du large depuis la flotte fantôme et sèment le chaos dans les principaux aéroports européens. Pouvez-vous nous donner une idée de la façon dont le Canada devrait se préparer si les mêmes opérations se produisaient sur notre continent?

Andrii Plakhotniuk: Nous essayons d'aider nos partenaires et amis européens du mieux que nous le pouvons. Je mentionnerais la décision des autorités ukrainiennes et du président d'envoyer une équipe d'experts au Danemark pour les aider à gérer l'apparition de ces drones dans leur espace aérien. Pour tous nos partenaires, je crois que la meilleure voie à suivre — et je pense que c'est ce qui est en train de se faire — consiste à partager les informations et les connaissances sur la manière de contrer ces drones au cas où de telles situations devaient se produire chez eux.

Cheryl Gallant: En ce qui concerne la flotte fantôme russe, quels autres systèmes pourraient représenter un risque immédiat? Disposent-ils de systèmes d'armes avancés, de lasers ou de capacités de guerre cinétique dont nous n'avons pas connaissance?

Andrii Plakhotniuk: Je ne suis pas un expert militaire, et je ne suis pas la personne qui connaît le mieux l'équipement de ces navires. Ce que je sais, c'est que la flotte fantôme est équipée de beaucoup de matériel provenant de différents marchés. Il s'agit de vieux navires civils. Il est certain qu'ils peuvent être dotés de différents équipements.

Une fois encore, il s'agit toutefois d'une situation grave qui doit être prise au sérieux et surveillée de près par les services frontaliers

et par la communauté du renseignement. L'échange de renseignements à ce sujet contribuera à améliorer la préparation.

Cheryl Gallant: On rapporte que les enfants ukrainiens enlevés par la Russie pendant la guerre ont été envoyés en Corée du Nord, son alliée. Que savez-vous à ce sujet?

Andrii Plakhotniuk: Ces éléments ont été communiqués, je crois, lors des audiences au Sénat américain. Nous disposons d'informations selon lesquelles de nombreux enfants ont été envoyés au Bélarus pour y être soumis à l'éducation et à la propagande russe. Si ces renseignements proviennent d'organisations bien connues de la société civile, cela ne peut signifier qu'une chose: de tels cas ont été constatés et signalés par ces organisations, avec l'aide des technologies du renseignement de sources ouvertes et le soutien de nos partenaires internationaux.

Cheryl Gallant: Qu'en est-il de la Corée du Nord?

Andrii Plakhotniuk: Les Russes saisiront toutes les occasions de cacher les enfants ukrainiens et de ne pas les ramener en Ukraine, mais si nous sommes au fait d'une telle situation, nous en informerons certainement nos partenaires dans le but d'être encore plus unis dans les efforts de pression sur la Russie pour qu'elle ramène nos enfants chez eux.

Le président: Merci.

Madame Lapointe, vous disposez de cinq minutes.

Viviane Lapointe (Sudbury, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur l'ambassadeur, de comparaître devant le Comité aujourd'hui.

On parle souvent d'aide militaire en chiffres généraux, mais on sait que derrière ces chiffres, il y a des décisions sur la mobilité, la survivabilité et la résilience énergétique.

Dans quels domaines les contributions du Canada ont-elles comblé des lacunes qui auraient autrement entraîné une perte de territoire, une réduction de la capacité de défense ou des contre-offensives plus lentes?

• (1620)

Andrii Plakhotniuk: Je suis désolé. Je n'ai pas bien compris votre question.

Viviane Lapointe: Comment l'aide du Canada a-t-elle aidé l'Ukraine à prévenir la perte de territoire, la réduction de sa capacité de défense ou le ralentissement de contre-offensives?

Andrii Plakhotniuk: Si nous recevons de l'équipement de défense du Canada — par exemple, des véhicules blindés de transport de troupes ou autres —, cela ne signifie qu'une chose: la vie de soldats ukrainiens sera sauvée sur le champ de bataille. Ils pourront défendre fermement leurs positions.

Je tiens à souligner encore une fois que tout ce que nous avons reçu du Canada a vraiment contribué à sauver des vies sur le champ de bataille et dans nos villes et villages.

Viviane Lapointe: Vous avez dit dans l'une de vos réponses que ce qui se passe sur le champ de bataille a de profondes répercussions sur l'Europe et le reste du monde. Le Canada a récemment annoncé qu'il se joignait à l'initiative SAFE, et j'aimerais savoir ce que vous pensez de l'effet que cela pourrait avoir sur la sécurité européenne.

Andrii Plakhotniuk: À mon avis, c'était une décision très importante pour le Canada, pour les partenaires européens et pour nous, parce qu'il s'agit d'accroître la coopération dans le domaine de la défense et, à long terme, de rendre tous nos pays plus résilients. En renforçant les liens transatlantiques, qui sont si importants pour le Canada, l'Ukraine et l'Europe, nous contribuons à rendre nos pays plus résilients. Rejoindre cette initiative est une étape déterminante. Elle sera bénéfique pour les partenaires européens, y compris l'Ukraine, et certainement pour le Canada.

Viviane Lapointe: Compte tenu de certaines propositions faisant référence à des concessions territoriales ou à des limites imposées aux forces ukrainiennes, quel est l'effet de messages clairs et très cohérents des alliés sur les attentes internationales concernant ce qui est acceptable ou non dans un accord de paix?

Andrii Plakhotniuk: Nous devons être forts et unis. C'est pourquoi mon président coordonne si activement toutes ces initiatives avec les partenaires européens, le Canada et d'autres pays. Nous avons fermement insisté sur le fait que l'Ukraine devrait participer à toutes les discussions qui la concernent. Toutes les discussions relatives à l'Europe et à la sécurité européenne devraient inclure les États européens. C'est très important.

Les élections ont également fait les manchettes dans nos médias et dans les médias internationaux. Le président a dit très clairement qu'il était prêt à organiser des élections, mais le plus important est de disposer des conditions appropriées pour mettre en place le processus électoral conformément à nos lois. Avant tout, nous avons besoin d'un cessez-le-feu complet et durable. Les procédures d'organisation pourront alors commencer.

Il y a beaucoup d'enjeux, mais il faut une position très ferme et unie, et nous y travaillons.

Viviane Lapointe: Alors que les discussions se poursuivent sur un cessez-le-feu et des accords de sécurité, dans quelle mesure l'appui militaire soutenu des alliés renforce-t-il la position de l'Ukraine pour obtenir des conditions qui préviennent les agressions futures et garantissent sa défense à long terme?

Andrii Plakhotniuk: Il est absolument vital pour nous que de telles agressions ne se reproduisent plus à l'avenir. C'est pourquoi nous parlons d'accords de sécurité renforcée.

De nombreux sujets font maintenant l'objet de discussions, comme une présence internationale pour soutenir l'Ukraine, lui fournir des armes sophistiquées, et la production de matériel de défense. De multiples éléments contribueraient à renforcer la sécurité. L'idée principale est d'arriver à une paix juste, durable et globale, mais cela ne sera pas possible sans réelle sécurité sur le terrain.

● (1625)

Le président: Merci, monsieur l'ambassadeur.

Je crois que M. Bezan a disparu, alors je vous donne la parole, monsieur Kibble, si vous voulez bien.

Jeff Kibble: Merci, monsieur le président. Je suppose qu'il a des problèmes de connexion Zoom et qu'il va peut-être revenir.

Monsieur l'ambassadeur, je vous remercie de me donner l'occasion de vous poser d'autres questions.

Il y a des rapports relativement récents sur des drones autonomes terrestres sur le champ de bataille. S'agit-il de drones russes, ukrainiens ou des deux? Pourriez-vous nous parler un peu de leur succès ou de leur rôle?

Andrii Plakhotniuk: Parlez-vous de systèmes de drones autonomes?

Jeff Kibble: Je parle de drones terrestres.

Andrii Plakhotniuk: Les systèmes de robots terrestres.

Jeff Kibble: Oui.

Andrii Plakhotniuk: C'est un domaine qui évolue très rapidement, parce que cette guerre en est une de chiffres: le matériel de défense, l'équipement de défense et les armements qui ont été utilisés. C'est aussi une course technologique. La guerre mène à un développement très rapide des technologies de drones, qu'ils soient navals ou terrestres. Ils inventent de nouvelles mesures; nous inventons des contre-mesures. Le processus est très rapide.

Nous avons des systèmes robotiques terrestres, qui soutiennent les forces au sol, à commencer par la prise en charge des soldats blessés et leur transport depuis le champ de bataille jusqu'à un point d'évacuation. Ils accomplissent de nombreuses autres tâches, comme le déminage, mais il s'agit du soutien des unités militaires au sol.

Jeff Kibble: Au Canada, on constate une forte opposition au soutien à la guerre en Ukraine, en particulier en ligne et dans les médias sociaux. Êtes-vous au courant de cela? Savez-vous d'où cela pourrait provenir?

Andrii Plakhotniuk: Pourriez-vous répéter, s'il vous plaît?

Jeff Kibble: En ligne et dans les médias sociaux, on constate une vague d'opposition à l'appui à la guerre en Ukraine. Savez-vous d'où vient cette tendance et qui est à l'origine de cette propagande?

Andrii Plakhotniuk: Je pense que la source nous paraît très évidente. Les Russes feront tout pour détruire notre unité et semer le chaos à l'aide de différentes méthodes hybrides. L'une d'entre elles consiste à utiliser Telegram. Une autre consiste à utiliser différents types de communautés pour envoyer des signaux, des messages et mener des campagnes d'information.

Il n'y a qu'un seul objectif: nous empêcher d'être unis et de réagir avec fermeté à cette guerre d'agression brutale contre un pays souverain.

Jeff Kibble: Je vous remercie.

À ce sujet, il semble y avoir de nombreuses campagnes de désinformation concernant la corruption au gouvernement et les accusations. Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez réfuter, clarifier ou nous communiquer au sujet de l'information qui circule?

Andrii Plakhotniuk: Certainement. C'est une question très intéressante et je suis prêt à communiquer les renseignements dont je dispose.

Tout d'abord, nous avons établi que nous soutenons tous nos partenaires. Ils sont très forts et je suis plus que convaincu qu'ils constituent un écosystème efficace dans la lutte contre la corruption.

Nous ne voyons qu'une seule chose sur le terrain. Nous voyons que ces agences ont la possibilité d'enquêter, de rendre publics les résultats de leurs enquêtes et de poursuivre les auteurs de ce type de crimes. D'un autre côté, il est également important de mentionner que le gouvernement est déterminé à s'attaquer à ces problèmes.

Chaque fois qu'un homme ou une femme politique apparaît dans les médias, cette personne est immédiatement confrontée à sa responsabilité politique. Ensuite, bien sûr, il y a une enquête, des poursuites judiciaires, etc.

Voici mon message. Le gouvernement a pris l'engagement de gérer cette situation de manière très sérieuse et très efficace. En ce qui concerne les mesures que nous prenons actuellement, une enquête est en cours, non seulement sur les entreprises publiques du secteur de l'énergie, mais aussi sur d'autres secteurs. L'objectif est de procéder à une refonte des conseils de surveillance, de comprendre la situation et de disposer des renseignements les plus récents sur ce qui se passe.

Nous comprenons qu'il nous faut jouir d'une crédibilité à l'échelle internationale et que nous avons besoin du soutien de nos partenaires dans le monde. C'est essentiel pour nous et pour notre peuple, car la justice est très importante pour les Ukrainiens.

● (1630)

Jeff Kibble: Je vous remercie pour vos observations et vos précisions sur ce qui se passe concrètement sur le terrain.

Je cède le reste de mon temps de parole à M. Anderson.

Scott Anderson: Merci beaucoup.

Être interdit de séjour en Russie fait partie de ma liste de choses que je souhaite voir se réaliser dans ma vie. J'espérais que vous pourriez glisser un mot en ma faveur auprès des autorités russes, car je sais que plusieurs de mes collègues ont été interdits de séjour.

Vous avez mentionné que les Ukrainiens ne sont pas prêts à capituler. J'aimerais vous raconter une expérience que j'ai vécue à Kherson, une autre ville située en première ligne qui subit des bombardements quasi constants. Quelqu'un avait engagé un peintre d'enseignes professionnel pour écrire sur le mur d'un restaurant un message dans lequel on envoyait promener Poutine et ses républiques en utilisant le mot en « F ». C'est un affront direct à Poutine, qui pourrait très bien, si la guerre se prolongeait indéfiniment pendant encore 100 ans, finir par prendre le contrôle de Kherson.

C'est cette attitude qu'ont les Ukrainiens et je peux en témoigner personnellement, vu le nombre de drapeaux ukrainiens qui sont accrochés sur les antennes des voitures. Ce ne sont pas des gestes parainés par l'État, mais des gestes spontanés. On voit le visage de Poutine sur du papier hygiénique — je suis sûr que vous avez vu cela. C'est une réaction spontanée des Ukrainiens et je suis tout à fait d'accord avec vous: ils ne sont pas prêts à capituler.

Nous avons beaucoup parlé de ce que le Canada peut apporter à l'Ukraine. Pouvez-vous nous dire ce que l'Ukraine peut apporter au Canada, notamment sur le plan des technologies de guerre par drones et des technologies de combat?

Le président: Je surveille l'heure, monsieur Anderson, et je vous ai donné une certaine marge de manœuvre, mais j'aimerais obtenir une réponse à la question.

C'est M. Watchorn qui posera la dernière question, mais je vous invite à répondre.

Andrii Plakhotniuk: Je serai très bref — 15 secondes.

À plusieurs reprises, le président et le gouvernement ont très clairement indiqué que nous étions prêts à faire profiter tous nos partenaires et amis fiables de nos connaissances technologiques. Le

Canada fait sans aucun doute partie de nos amis et partenaires les plus fiables.

Scott Anderson: Merci beaucoup.

Le président: Merci.

Monsieur. Watchorn, allez-y, s'il vous plaît.

[Français]

Tim Watchorn (Les Pays-d'en-Haut, Lib.): Monsieur l'ambassadeur, merci d'être parmi nous cet après-midi.

Je suis très heureux de vous entendre dire qu'une de vos lignes rouges, ce sont les frontières. Je pense que tout le monde est d'accord pour dire que les frontières ne devraient jamais être déplacées par la force. C'est très important.

J'ai eu la chance, le mois dernier, d'aller au Forum d'Halifax sur la sécurité internationale. Nous avons eu la chance de rencontrer des gens de l'Ukraine, qui nous ont parlé du fait que la technologie des drones évoluait tellement rapidement qu'il fallait changer la technologie tous les mois. De quelle manière votre expérience sur le champ de bataille peut-elle aider le gouvernement du Canada dans ses projets d'acquisition de drones et d'autres technologies?

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: De quelle manière le Canada...?

Tim Watchorn: De quelle manière votre expérience sur le champ de bataille peut-elle aider le Canada à améliorer ses acquisitions de technologies?

Andrii Plakhotniuk: Nous avons entamé ce partenariat pour la production conjointe de matériel de défense. Nous sommes prêts à produire l'équipement et à transmettre notre savoir-faire. Le principal enjeu pour nous tous, et pas seulement pour le Canada et l'Ukraine, c'est de savoir à quel rythme nous pouvons augmenter notre production. Il est certain que nous pouvons produire davantage et plus rapidement en Ukraine, car nous sommes prêts à le faire pour assurer notre survie.

J'aimerais dire que nous devons exploiter et explorer toutes les possibilités qui s'offrent à nous. Si nous pouvons produire plus rapidement en Ukraine, alors nous devons produire en Ukraine. Si nous pouvons produire de manière stratégique ailleurs, explorons cette possibilité. Nous sommes prêts à tout envisager.

Le président: Je vous remercie d'être venu témoigner aujourd'hui, monsieur.

Je sais que l'on est en train de détruire vos villes. J'en vois la preuve presque quotidiennement dans ce qui est publié sur le Web. C'est désolant. Il est extrêmement impressionnant de voir que, même dans ces circonstances tragiques, les Ukrainiens font preuve de résilience. Cela en dit long sur les Ukrainiens. Cela en dit long sur vous et vos compatriotes, qui vous battez pour la démocratie et la liberté et qui résistez aux assauts d'un agresseur. Les pays baltes s'en rendent compte. Votre pays est le défenseur, la zone tampon, dont tant d'autres pays européens, à l'ouest, se soucient.

Certains d'entre nous ont visité la région — l'Estonie ou la Lettonie. Nous avons vu des bases et des soldats canadiens offrir du soutien et de la formation à de jeunes recrues ukrainiennes. C'était très surréaliste, monsieur l'ambassadeur, car ils n'étaient là que pour quelques semaines, avant de partir au front et de combattre. Ils n'allaient plus participer à des jeux et à des essais militaires. C'était la réalité. Pour ceux d'entre nous qui en ont été témoins, c'était très bouleversant. Je sais que certains des députés ici présents ont fait partie des forces armées et connaissent très bien ce mode de vie. Vos jeunes paient le prix le plus élevé. Ils font de grands sacrifices, non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour d'autres pays dans le monde.

Je vous remercie, monsieur l'ambassadeur, et je remercie votre pays. Nous vous sommes reconnaissants de ce que vous faites.

Nous comprenons que la situation est urgente. Nous comprenons le rôle que le Canada doit jouer pour apporter son soutien.

• (1635)

Andrii Plakhotniuk: Merci, monsieur le président. Merci, distingués membres de ce comité parlementaire, de m'avoir invité. Merci pour vos paroles très importantes.

Le président: Mesdames et messieurs, je vais suspendre la séance pour permettre à l'ambassadeur de partir, puis nous passerons en séance à huis clos. Nous avons encore un peu de travail à faire avant de partir aujourd'hui.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>